



Documentation de l'influence des transferts monétaires sur les normes et dynamiques de genre

Cas d'un projet pilote de la Croix-Rouge Malienne

Aly Teyéni Mana, Thérèse Faye, Nathalie Klein
Avec l'appui de Masseli Diakité





REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tout le personnel de la Croix-Rouge Malienne ainsi que ses partenaires pour leur disponibilité et l'intérêt accordé à ce travail. Le dévouement des volontaires et de toute l'équipe a permis la réussite de ce projet.

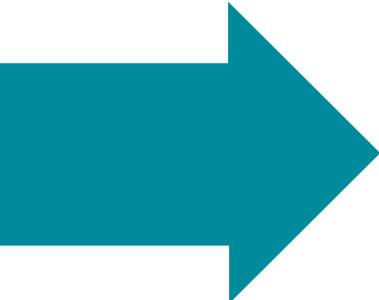
Nous remercions les communautés ayant reçu l'assistance délivrée par la Croix-Rouge Malienne, et qui ont accepté de répondre aux enquêtes menées pour l'élaboration de cette étude. Leur temps et leur disponibilité à nous confier leurs expériences ont été la clé des apprentissages de ce projet.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Liste des acronymes</i>	4
	I. INTRODUCTION	5
	1.1. Justification de l'étude	5
	1.2. Contexte de l'étude	5
	1.3. Relations de genre au Mali	6
	1.4. Objectifs	7
	1.5. Limites de l'étude	8
	II. RÉSULTATS ATTEINTS	9
	2.1. Présentation succincte du projet	9
	2.2. Population cible	10
	2.3. Distributions et accessibilité	11
	2.4. Utilisation de l'argent reçu	13
	2.5. Prise de décision au sein du ménage	16
	2.6. Principaux résultats de l'intervention sur les besoins des bénéficiaires	17
	III. OBSERVATIONS SUR LES DYNAMIQUES DE GENRE	19
	3.1. Influence de l'argent reçu sur les dynamiques de genre dans les communautés	19
	3.2. Influence de l'argent reçu sur les dynamiques de genre au niveau des familles	21
	3.3. Influence de l'argent reçu sur les comportements individuels	23
	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	25
	<i>Bibliographie</i>	26

LISTE DES ACRONYMES

ACF	Action Contre la Faim
AGR	Activité génératrice de revenus
CaLP	Cash Learning Partnership
CRM	Croix-Rouge Malienne
TM	Transferts monétaires
UNHCR	Haut-Commissariat aux réfugiés
VBG	Violence Basée sur le Genre



I. INTRODUCTION

1.1. Justification de l'étude

En février 2018, le CaLP et ses partenaires ont organisé à Nairobi un symposium sur les transferts monétaires (TM) et le genre. Cette conférence a réuni des acteurs humanitaires et chercheurs travaillant sur ces thématiques dans différents contextes du continent africain, et a abouti à un [agenda collectif pour l'action](#) et la publication de [recueils d'évidences](#) sur l'impact des transferts monétaires sur les dynamiques de genre.

A travers ce travail, des lacunes importantes sont apparues en matière d'évidences disponibles en Afrique francophone. De plus, les expériences collectées concernent majoritairement des interventions menées par des acteurs humanitaires internationaux.

Le bureau régional du CaLP à Dakar s'est donc associé à la Croix-Rouge Malienne (CRM) qui intervient avec l'appui de ses partenaires (Croix-Rouge Britannique et Croix-Rouge Belge) dans les régions de Koulikoro et de Gao à travers des transferts monétaires (TM) pour contribuer à développer les connaissances disponibles sur l'influence des TM sur les dynamiques de genre.

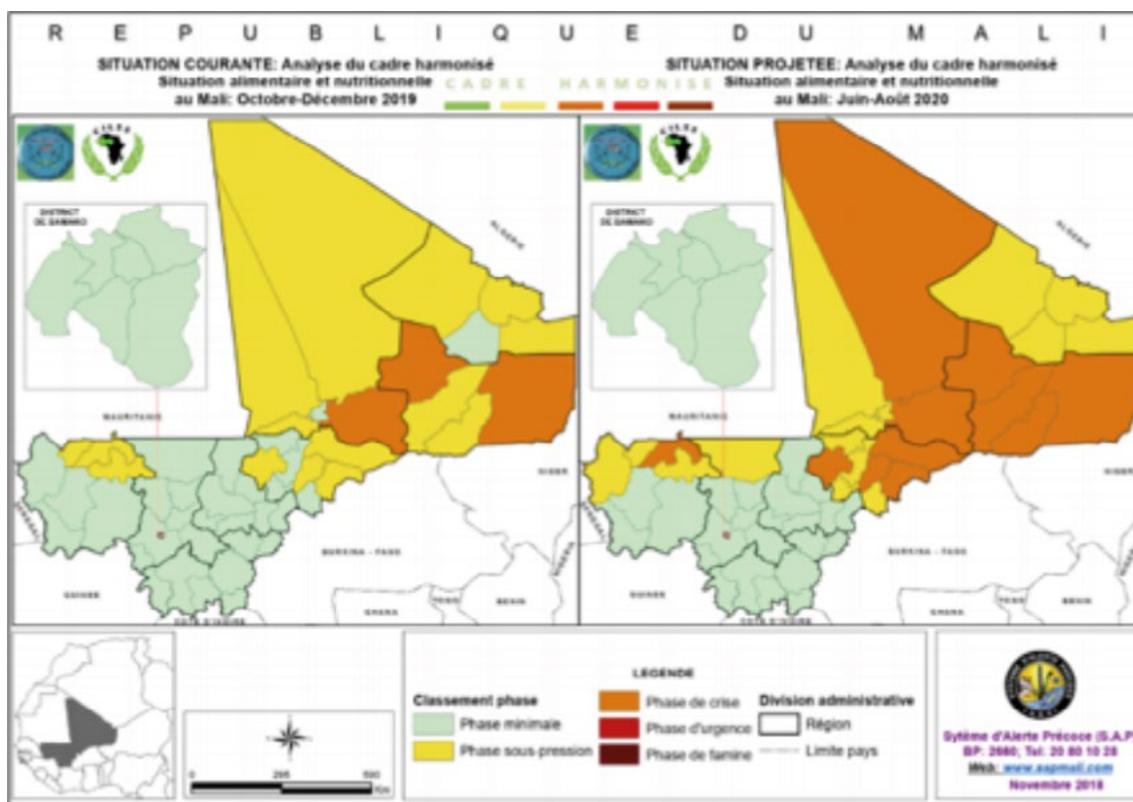
1.2. Contexte de l'étude

En 2012, le Mali est plongé dans une crise politique majeure. Le conflit a provoqué d'importants déplacements de populations (203 845 personnes déplacées internes selon l'UNHCR en novembre 2012) du Nord vers le Centre et le Sud du pays et vers les pays voisins, engendrant une crise humanitaire de grande ampleur.

Jusqu'à présent, l'insécurité qui perdure dans le Centre et le Nord du pays rend la vie des communautés toujours très difficile, avec une forte insécurité alimentaire¹ (voir carte ci-dessous), malgré le retour progressif des déplacés (561 606 retournés en septembre 2019²). Ces retournés ont par ailleurs des capacités et ressources plus réduites qu'avant le déclenchement de la crise.

¹ Les données du Cadre Harmonisé de novembre 2019 établissent qu'en situation courante environ 38 756 personnes sont en phase d'urgence (soit 0,19% de la population) et 609 574 personnes sont en phase de crise (2,97%). En situation projetée 111 998 personnes (soit 0,55% de la population) sont en urgence, et 1 005 003 personnes (4,89%) en crise.

² OIM DTM, [Rapport de déplacement, Septembre 2019](#). Selon ce rapport, il resterait 187 139 personnes déplacées internes, avec des mouvements ponctuels selon les incidents sécuritaires. 74 205 réfugiés auraient été rapatriés.



Carte 1 : Cadre harmonisé, novembre 2019

Il est important par ailleurs de souligner que cette crise sécuritaire a également impacté négativement l'accès des populations de ces régions aux services de base comme la santé et l'éducation, en plus de la détérioration de leur accès à la nourriture. En effet, de nombreuses écoles et structures de santé sont restées fermées pendant de très longs moments. Les interventions humanitaires ont également connu de fortes perturbations, y compris des interruptions.

Cet exercice de documentation intervient donc dans un contexte marqué par une crise sécuritaire qui a fortement atteint la résilience des ménages et des communautés, notamment dans les régions du Nord, dont Gao. La documentation de cette intervention est faite à travers la collecte et l'analyse des données auprès des bénéficiaires, pendant les distributions et un mois après la réalisation des transferts monétaires.

1.3. Relations de genre au Mali

Au Mali, la responsabilité économique des besoins du ménage incombe traditionnellement aux hommes, tandis que les femmes sont plutôt considérées comme chargées des relations sociales (intra et interfamiliales, au sein de la communauté...). Pourtant, les femmes sont nombreuses à travailler. L'économie nationale est dominée par le secteur primaire, et notamment l'agriculture. 41% des hommes y travaillent contre 24% de femmes. 77% des femmes rurales travaillant dans l'agriculture déclarent n'avoir jamais perçu de rémunération, et leur accès et contrôle des ressources se fait principalement via les hommes (maris ou pères).³ Environ 24 % de femmes évoluent dans le petit commerce et la vente (légumes, condiments, etc) avec un revenu généralement inférieur à celui des hommes : 27,2% des femmes y travaillent sans toucher aucun revenu, contre 1,6% des hommes⁴.

L'instabilité politique a aggravé la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles dans la zone du Nord en raison du manque d'infrastructures qui rend encore plus difficile l'accès aux services de base (éducation, santé, eau...). L'imposition de la loi islamique par certains groupes armés a également impacté très négativement la scolarisation des filles.

Le Mali est également confronté à des taux élevés de Violence Basée sur le Genre (VBG), y compris la violence domestique. Ainsi en 2012/2013, 38% des femmes de plus de 15 ans déclaraient avoir expérimenté de la violence physique et plus de 10% de la violence sexuelle. 44% des femmes étant dans une relation déclaraient subir de la violence⁵. Le Mali a également l'un des taux de mariage précoce les plus élevés de la région (en moyenne 1 femme sur deux sera mariée avant ses 18 ans)⁶.

1.4. Objectifs

Afin de contribuer aux connaissances disponibles sur l'impact des transferts monétaires sur les dynamiques de genre, cette étude documente un projet porté dans deux régions du Mali. La spécificité de cette étude repose sur sa petite échelle (400 ménages ciblés) et le niveau d'intervention très locale (quartiers de Gao, villages sélectionnés dans la région de Koulikoro). L'étude vise à mesurer l'impact des TM sur les dynamiques de genre au niveau des ménages et des communautés, avec des témoignages individuels – non représentatifs mais illustratifs.

Le projet n'ayant pas pour objectif d'influencer les dynamiques de genre, l'intégration de la dimension genre dans sa conception était moindre. Cette étude se concentre donc sur les impacts inattendus sur le genre tels qu'ils peuvent se produire dans un projet TM, et en tire des apprentissages pour mieux prendre en compte cette dimension dans la conception de tels programmes.

³ USAID, 2012.

⁴ Care 2017, *Mali : Gender in Brief*

⁵ USAID, 2014, Gender-Based Violence (GBV) in Mali Factsheet. Data from 2012/2013 Demographic Health Survey DHS

⁶ UNFPA, [Profiles of 10 Countries with the Highest Rates of Child Marriage](#), 2010, Mali



Photo 1: Présentation du projet au chef de village, Simba-Est, Rég. Koulikoro

1.5. Limite des études

Les dynamiques de genre sont non seulement liées au contexte culturel local, mais aussi aux situations particulières des ménages et la personnalité singulière de chaque individu. Les impacts documentés dans cette étude ne sont donc pas extrapolables tels quels à d'autres programmes, en revanche ils illustrent des cas possibles d'impact des TM sur les dynamiques de genre, et contribuent en cela à informer les acteurs humanitaires sur les points d'attention à retenir lors de la conception d'une intervention en TM.

L'une des difficultés principales rencontrées dans la réalisation de cette étude a été d'assurer la qualité des données. La traduction des outils et des entretiens en langue locale (Bamanankan pour Koulikoro et Sonrhäï pour Gao), réalisée avec les enquêteurs, ajoute nécessairement un niveau d'inconsistance et d'imprécision à l'analyse des réponses.

Par ailleurs, pour tenir les délais et respecter les disponibilités des ménages, 10 enquêteurs se sont répartis sur les zones d'enquête. Malgré la formation initiale, le niveau de qualité de collecte des données n'était pas homogène, ce qui a entraîné certaines réponses imprécises voire non valides, limitant la profondeur de l'analyse.

Cette étude de cas n'est pas une évaluation de la réussite du programme par rapport à ses objectifs même si certains résultats probants sont mentionnés dans le rapport. Ce travail de documentation se concentre largement sur les impacts secondaires (non prévus par la conception du programmes) d'une intervention TM sur les dynamiques de genre.

II. RÉSULTATS ATTEINTS

2.1. Présentation succincte du projet

Le projet étudié est une intervention pilote développée par la Croix-Rouge Malienne, financée par la Croix-Rouge Britannique et la DGD (Gouvernement Belge) et mis en œuvre par la Croix-Rouge Malienne avec l'appui de la Croix-Rouge Belge et de la Croix-Rouge Britannique. Il fait partie d'un programme plus large de renforcement des capacités de la société nationale en matière de préparation aux catastrophes, et de préparation à la conception et la mise en œuvre d'une intervention en transferts monétaires, particulièrement les transferts électroniques.

L'intervention prévoyait la distribution d'un transfert monétaire d'un montant de 60 000 FCFA par ménage d'une taille moyenne estimée à 6 individus, via Orange Money. Le programme a été mis en œuvre entre juin et août 2019 dans les régions de Koulikoro (2ème région administrative au centre du pays) et de Gao (7ème région administrative, au nord du pays) au Mali. 400 ménages ont été ciblés, 200 dans chacune des deux régions.

Plus précisément, dans la région de Koulikoro, c'est le cercle de Kati qui était ciblé à travers 5 villages de la commune de Tienfala (Tienfala (Sirakoroni, Sirabala, Sirabalabougou, Solani et Simba-Est). Dans la région de Gao, cercle de Gao, ce sont deux quartiers de la commune urbaine de Gao qui ont été ciblés (Gadeye et Farandjireye). Ces zones ont été choisies en raison de leur vulnérabilité et notamment à travers les critères suivants : (i) atteint par une catastrophe récente, (ii) accès difficile/enclavé, (iii) besoins non couverts par d'autres acteurs présents dans la zone et le ciblage a été fait à travers la méthodologie de triangulation des informations (autorités locales, services techniques, Comité régionale Croix-Rouge).



Photo 2: Briefing des volontaires de la Croix-Rouge avant la distribution, Rég. Koulikoro

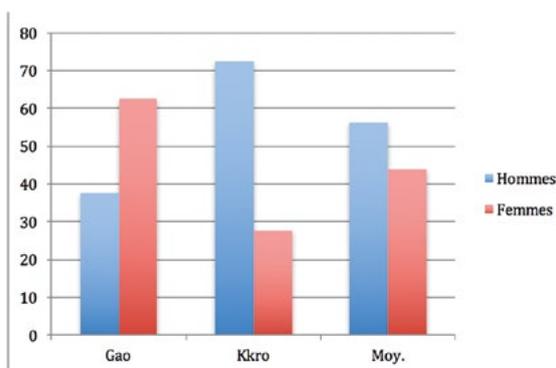


Photo 3: Une bénéficiaire recevant son argent, village de Solani, Rég. Koulikoro

2.2. Population cible

L'échantillon d'investigation de cet exercice est composé de 87 ménages dont 40 à Gao et 47 à Tienfala.

Cet échantillon de bénéficiaires comprend uniquement des récipiendaires de l'argent au sein du ménage (chef de ménage). Une seule personne a ainsi été interviewée par ménage. L'échantillon est composé de 49 hommes (56,32%) et 38 femmes (43,68%), répartis de façon très inégale selon les zones : 37,50% d'hommes et 62,50% de femmes à Gao, alors qu'à Tienfala, ils sont de 72,34% d'hommes et 27,66% de femmes.



Graphique 1: Composition de l'échantillon

Les proportions d'hommes et de femmes dans l'échantillon respectent la répartition des ménages parmi l'ensemble des bénéficiaires. A Gao, la prévalence de femmes cheffes de ménage parmi les bénéficiaires est bien plus forte qu'à Tienfala, conséquence de la crise politique au Nord Mali (au niveau national, 10% des ménages sont dirigés par des femmes – 77% de ces cheffes de ménage étant veuves)⁷.

Le conflit que le Mali a connu en 2012 et 2013 a en effet affecté différemment les populations des 2 zones. La région de Gao fait partie des trois régions du pays qui étaient au cœur des zones occupées par les différents groupes armés. De nombreuses personnes ont dû abandonner leur lieu habituel de résidence pour se réfugier vers les régions sud du pays dont Koulikoro, qui n'a pas été particulièrement affectée. Cela a impacté les dynamiques de genre ; la charge et le temps de travail des femmes cheffes de ménage s'en trouvent considérablement augmentés. Pour autant, dans cette région, les femmes contribuent globalement moins aux revenus du ménage que la moyenne nationale (4% contre 12% au niveau national)⁸ – mais comme vu plus haut, nombreuses sont les femmes rurales à ne pas percevoir de rémunération pour leur travail.

Les deux communes d'intervention (Gao et Tienfala) sont distantes de plus de 1200 Km, situées dans des zones agro-climatiques différentes, et présentent des caractéristiques de population différentes.

⁷ Care, 2013

⁸ Action Contre le Faim, analyse genre région de Gao, novembre 2017

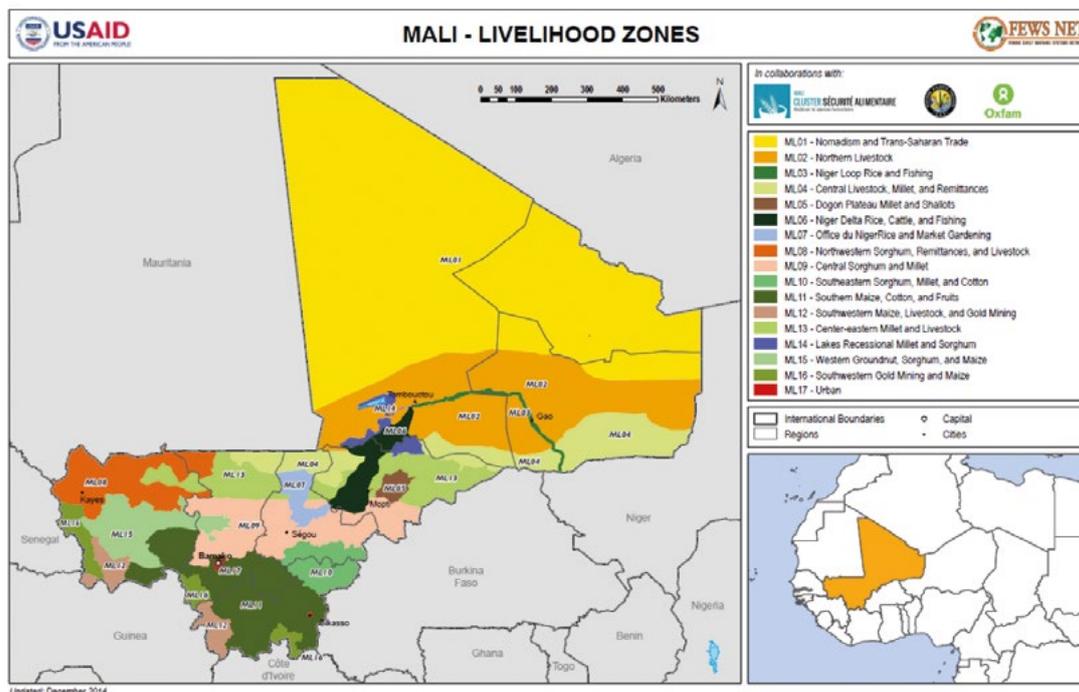
Tout d'abord, il faut souligner que si Gao est une commune urbaine, Tienfala est une commune rurale dont les villages cibles de l'étude sont difficiles d'accès, surtout pendant la saison des pluies. En outre, les villages cibles de la commune de Tienfala vivent essentiellement de l'agriculture, à cheval entre la zone de moyens d'existence ML09 où les populations vivent principalement de la culture du sorgho et du mil, et la zone de moyens d'existence ML17 qui est un milieu urbain (les villages cibles de la commune de Tienfala sont situés à des distances allant de 30 à 80 km de la capitale Bamako).

Gao est dans la zone de moyens d'existence ML03 (Boucle du Niger) où les sources de revenus principales sont la culture du riz et la pêche.

2.3. Distribution et accessibilité

Tous les ménages (100%) ont reçu la somme prévue de 60 milles francs (100% du montant). 95,74% de ces ménages ont reçu cette somme par Orange Money. En raison d'un problème de couverture réseau le premier jour de la distribution, 2 ménages ont reçu ce montant directement en espèces à Sirabala (Tienfala).

Pour ce qui est des difficultés, ils sont 97,87% des ménages à déclarer ne pas avoir connu de difficultés pour recevoir cet argent, les proportions étant les mêmes parmi les hommes et les femmes. Les difficultés rencontrées par les 2,13% des ménages (tous concentrés à Tienfala) sont l'état des routes (les distributions ayant eu lieu en saison des pluies) et la qualité du réseau Orange au moment des distributions.



Carte 2 : Zones de moyens d'existence, Fews Net, 2014



Photo 4 : Carte de bénéficiaires, village de Sirabala, Rég. Koulikoro



Photo 5 : Présentation du projet par le Secrétaire Général de la Croix-Rouge de Koulikoro

Le programme a donc été un grand succès d'un point de vue opérationnel malgré un retard dans le lancement de la mise en œuvre (initialement prévue en mai / juin pour éviter la saison des pluies) et a indéniablement permis de renforcer les capacités de la société nationale à intervenir par le biais de transferts monétaires électroniques.



Photo 6 : Un bénéficiaire recavant son argent, village de Simba-Est, Rég. Koulikoro

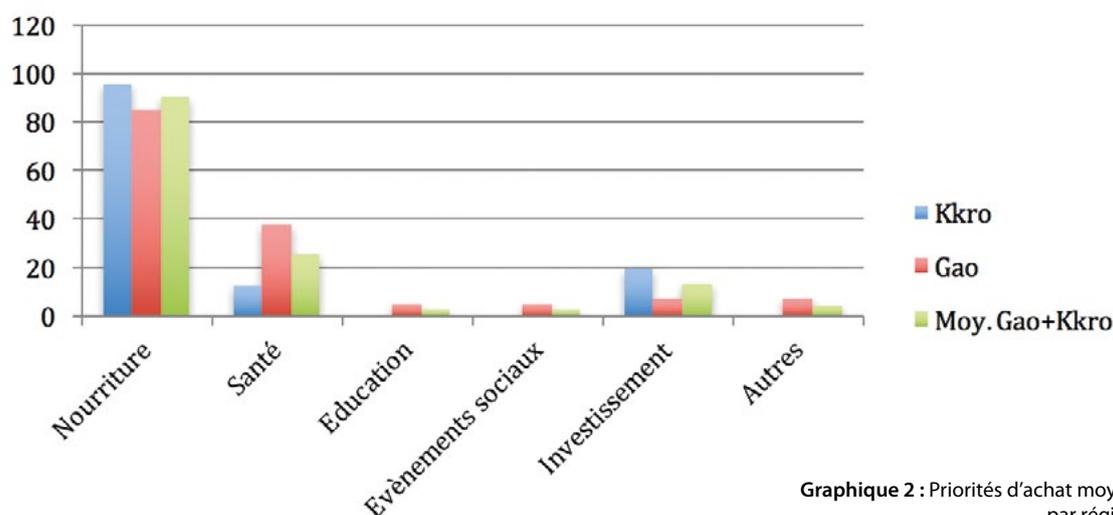
2.4. Utilisation de l'argent reçu

On constate tout d'abord que les types de dépenses entre les deux zones sont assez différents : à Gao, les dépenses sont beaucoup plus variées, réparties entre la nourriture, la santé, l'éducation, les événements sociaux, l'investissement... Alors qu'à Koulikoro, elles sont concentrées autour de la nourriture, la santé et l'investissement uniquement.

Le calendrier saisonnier situe la période de soudure entre avril et juillet pour la région de Gao et entre mai et août pour la région de Koulikoro. Les transferts ont été effectués fin juin à Koulikoro, et fin juillet à Gao.

Dans les deux cas, la période a influencé les choix des bénéficiaires : la fin de la période de soudure et la proximité de la fête de Tabaski expliquent, selon les témoignages des bénéficiaires, la plus grande diversité des postes de dépenses par les communautés de Gao qu'à Koulikoro, où les populations ont reçu l'argent en pleine période de soudure, expliquant pourquoi les achats se sont plus largement concentrés sur la nourriture.

	Janv	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Gao							X					
Koulikoro						X						



Graphique 2 : Priorités d'achat moyen par région

En moyenne sur les deux zones, 90,37% des ménages ont utilisé l'argent reçu pour l'achat de nourriture. Les femmes ont d'avantage priorisé la nourriture (94%) que les hommes (88,36%), ce qui peut être expliqué par les besoins plus accrus des ménages dirigés par une femme, en raison de revenus en moyenne plus limités, et une insécurité alimentaire plus présente⁹, ou par des besoins prioritaires différents selon que les ménages soient dirigés par un homme ou une femme.

A Gao, la santé est le deuxième poste de dépenses (37,50% des ménages ont utilisé l'argent pour des soins de santé) alors qu'à Koulikoro seulement 12,77% des ménages ont dépensé une partie de l'argent sur ce poste. Les ménages, qu'ils soient dirigés par un homme ou une femme, ont priorisé de façon globalement équivalente les dépenses de santé.

A Koulikoro, ce sont les dépenses d'investissement dans des activités génératrices de revenu (AGR) (moutons d'embouche, petit commerce de condiments, travaux champêtres) qui ont été plus importantes que la santé. 19,15% des ménages de la zone déclarent avoir investi dans des AGR contre 7,50% à Gao.

En regardant de plus près ces dépenses, on constate que les ménages dirigés par un homme ont largement priorisé les dépenses d'investissement par rapport aux ménages dirigés par une femme (17,59% contre 2%), ce qui peut expliquer la différence importante sur ce poste de dépenses entre Gao et Koulikoro (où les ménages dirigés par un homme sont largement majoritaires). L'insécurité alimentaire plus importante à laquelle sont exposés les ménages dirigés par une femme et le manque d'accès aux activités économiques

peuvent être des explications de la moindre priorisation de ce type de dépenses par les femmes, mais cela n'a pas pu être vérifié.

Concernant l'éducation, seules les femmes, et seulement à Gao, déclarent avoir dépensé sur ce poste (8%). Par ailleurs, l'approche de la fête de Tabaski au moment du transfert à Gao explique les dépenses plus importantes dans les « événements sociaux ».



Photo 7 : Une bénéficiaire du projet

⁹ Selon l'ENSAN réalisée en février 2017, dans la région de Gao, les ménages dirigés par les femmes sont davantage en insécurité alimentaire (37,4%) que les ménages dirigés par les hommes (24,7%).

S'il est difficile de tirer des conclusions sur la base d'un seul transfert, les résultats confirment une tendance connue : la priorisation des postes de dépenses suite à un transfert monétaire dépend de trois niveaux :

- L'ampleur et l'urgence des besoins dans la zone, socle commun aux ménages récipiendaires de l'aide dans le cadre d'un ciblage géographique et socio-économique cohérent,
- La spécificité des besoins de chaque ménage,
- L'individu qui prend les décisions au sein du ménage

Si la dimension de genre semble donc avoir un impact sur les décisions de dépenses – au vu des différences constatées entre les ménages dirigés par une femme et les ménages dirigés par un homme, bien d'autres facteurs entrent en ligne de compte. Dans tous les cas, seule une analyse de genre peut permettre d'anticiper des tendances¹⁰ sur l'influence des dynamiques de genre sur les dépenses des ménages.



Photo 8 : Calendrier saisonnier des activités champêtres, village de Sirabala, Rég. Koulikoro

¹⁰ Oxfam et Concern Worldwide, 2011

2.5. Prise de décision au sein du ménage

Pour ce qui est du processus de prise de décision de l'utilisation de l'argent, comme vu plus haut, les hommes ont traditionnellement la responsabilité économique des ménages au Mali (la contribution économique des femmes étant souvent invisibilisée). De ce fait, les décisions liées aux dépenses courantes sont généralement prises par l'homme. Pourtant, le départ ou la disparition de nombreux hommes dans le conflit au Nord du Mali a renforcé les responsabilités de nombreuses femmes laissées seules à gérer le ménage, parfois malgré elles. En effet, plusieurs femmes bénéficiaires ont exprimé leur souhait de ne pas avoir à gérer seule l'argent.

Dans le cas de ce projet, 54,90% des personnes bénéficiaires interviewées affirment avoir décidé seules de son utilisation, mais la prépondérance à Gao de femmes cheffes de ménage (sans mari à consulter) fait que l'agrégation des réponses des bénéficiaires hommes et femmes est peu pertinente.

En effet, les dynamiques de prise de décision ne sont pas les mêmes dans les ménages dirigés par un homme (où la consultation a lieu au niveau du couple) et par une femme (où, en l'absence d'homme, la consultation a lieu au sein du ménage et non du couple). Les femmes, n'ayant pas d'époux à consulter, sont 67,43% à déclarer avoir décidé seule de l'utilisation du transfert – les autres ayant consulté d'autres membres du ménage (notamment les fils). C'est plus important que dans la baseline, où elles étaient 57% à déclarer décider seule. Cependant, le transfert ayant eu lieu pendant la période de soudure et particulièrement à Koulikoro, cela a pu faciliter un alignement du ménage sur la priorisation des besoins (nourriture).

Les hommes déclarant avoir décidé seuls de l'utilisation de l'argent reçu sont minoritaires (48,02%)¹¹, et beaucoup plus nombreux à Gao (69,56%) qu'à Koulikoro (26,47%). Comme les femmes, ils sont tout de même plus nombreux à déclarer avoir décidé seuls des dépenses après le transfert que lors de la baseline. La tendance qui se dégage est donc que ce transfert unique n'a pas amélioré la consultation mais au contraire, il a renforcé l'individu bénéficiaire dans sa « légitimité » à prendre des décisions, qu'il soit homme ou femme, et que le processus de prise de décision est transformé par rapport aux décisions sur les dépenses courantes. Comme vu plus haut, il est aussi probable que le transfert au moment de la période de soudure ait simplifié la prise de décision « unilatérale » : le besoin en nourriture étant reconnu de façon consensuelle comme prioritaire (particulièrement à Koulikoro). Il n'est pas possible, à travers un seul transfert, d'affirmer si ce regain d'autonomie dans la prise de décision serait maintenu dans le temps ou s'il ne concerne que les dépenses liées à ce transfert ponctuel. Il faut donc tenir compte de ces différents facteurs (volonté des bénéficiaires, calendrier de distributions...) dans la conception d'une intervention pour espérer avoir l'impact attendu sur le niveau de concertation au sein du ménage et la prise de décision des femmes.

Les tendances, notamment chez les hommes étant par ailleurs assez différentes entre Gao et Koulikoro, alors que les populations et modes de vie traditionnels de ces deux zones sont comparables, il est probable que le calendrier de distribution ait influencé sur la dynamique de prise de décision. Comme vu plus haut les besoins à Gao au moment de la distribution étaient moins criants (fin de la période de soudure) et la fête de Tabaski approchait.

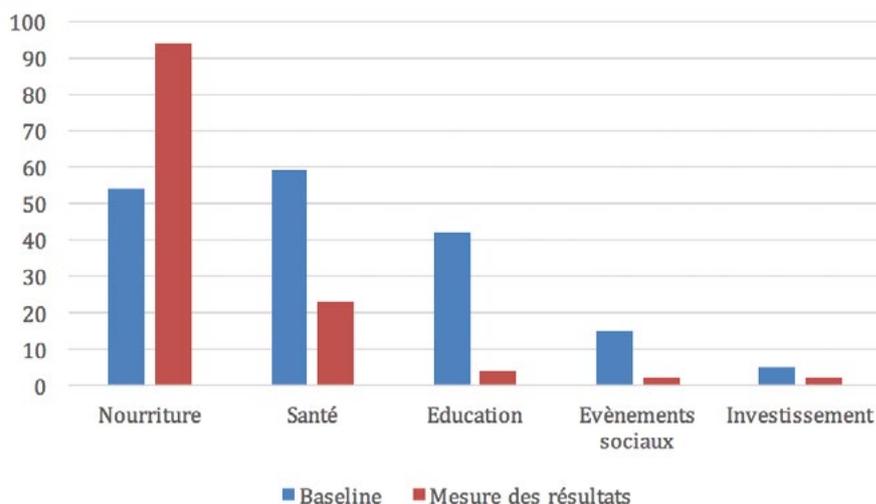
¹¹ A titre de comparaison, l'analyse de genre faite par ACF dans la région de Gao en 2017 indique que 60% des ménages prenaient les décisions concernant les programmes d'assistance conjointement par les hommes et les femmes – à la différence des dépenses courantes.



Photo 9 : Entretien post-distribution avec une bénéficiaire, village de Solani, Rég.Koulikoro

2.6. Principaux résultats de l'intervention sur les besoins des bénéficiaires

Une baseline a été établie avant les distributions. La collecte des données de l'étude de cas est intervenue un mois après les distributions. Une comparaison des données de la baseline avec celles de l'étude de cas donne les résultats illustrés dans le graphique ci-dessous.



Graphique 3 :
Principaux
résultats de
l'intervention

On constate que le transfert monétaire n'a pas suivi les dynamiques de dépenses habituelles des ménages. Ainsi, dans la baseline, le premier poste de dépense était la santé, alors que la nourriture est largement priorisée dans l'utilisation du transfert monétaire (94% des ménages interrogés, contre 54% dans la baseline). 59% des répondants déclaraient que les frais liés à la santé étaient une dépense prioritaire courante, ils ne sont que 23,15% à déclarer avoir dépensé une partie de l'argent du transfert reçu sur ce poste de dépense.

De même pour l'éducation, qui était un poste de dépense important dans la baseline et pour laquelle seuls 4% des ménages en moyenne sur les deux zones ont déclaré avoir utilisé le transfert. En revanche, les bénéficiaires ont en moyenne plus utilisé l'argent pour de l'investissement productif qu'ils ne le font dans leurs dépenses habituelles.

Grâce au transfert monétaire, le nombre de ménages qui prennent trois repas par jour a connu une augmentation notable : de 56% à 84%. Au moment de la baseline, seulement 36% des ménages déclaraient pouvoir couvrir leurs besoins essentiels. Ils sont devenus 57,14% à pouvoir le faire grâce à l'intervention, dans des proportions semblables entre les hommes et les femmes.



Photo 10 : Discussion de Groupe, village de Sirabala, Rég. Koulikoro



Photo 11 : Entretien post-distribution avec une bénéficiaire à Gao

On peut, à partir de ces résultats, dire que le projet a, à travers un seul transfert, permis d'apporter un soutien ponctuel notable aux ménages ciblés. Le montant du transfert, calculé sur la base du Panier de Dépenses Minimum de 2018, a contribué à la couverture des besoins essentiels immédiats. D'autres besoins plus spécifiques (maladies et handicaps) et l'investissement productif, qui n'entraient pas dans le cadre du projet, demeurent pour 52,34% des bénéficiaires. Cela fait écho aux réflexions stratégiques en cours au niveau régional autour des transferts monétaires, sur les montants, le lien avec la résilience, et le rôle des acteurs humanitaires dans les situations de pauvreté structurelle. Les déclarations des bénéficiaires sont également en lien avec d'autres études sur les perceptions des bénéficiaires¹², qui déclarent régulièrement préférer des interventions favorisant leur autonomisation à travers l'investissement dans des moyens d'existence plutôt qu'une aide humanitaire dont la prédictibilité n'est pas facile à déterminer.



Photo 12 : Confection de nattes, une activité de résilience, quartier Gadèye à Gao

¹² Voir le travail de [Ground Truth Solutions](#) au Nigeria, Irak, Kenya.

III. OBSERVATIONS SUR LES DYNAMIQUES DE GENRE

3.1. Influence de l'argent reçu sur les dynamiques de genre dans les communautés

● Une considération accrue de la communauté à l'endroit des bénéficiaires

Les bénéficiaires de ces TM ont été ciblés en raison de leur situation particulièrement vulnérable. Il s'agit de personnes qui, en l'absence de filets de sécurité sociale, dépendent de la solidarité familiale et communautaire. Cette situation de dépendance leur donne le sentiment d'être « moins considérés » par la communauté dans laquelle elles vivent.

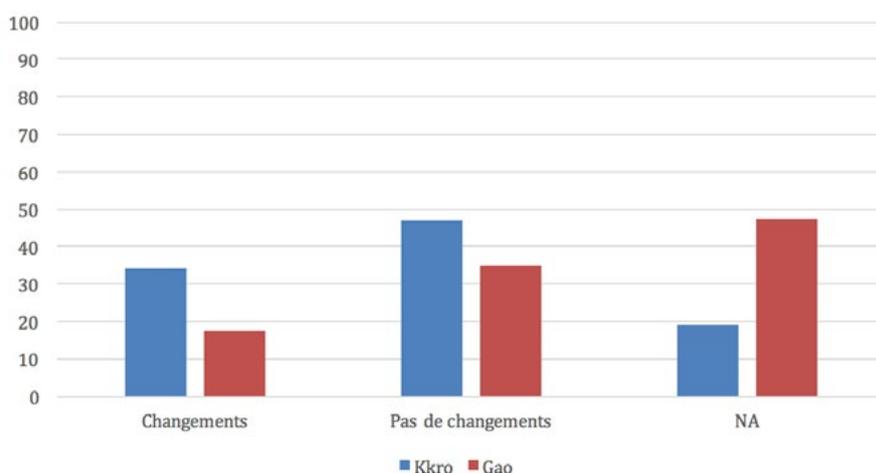
Suite au transfert, 34,04% des bénéficiaires à Koulikoro affirment avoir constaté un changement du regard de la communauté à leur endroit. 27,66% des bénéficiaires de la zone se déclarent « mieux considérés ». A Gao en revanche, ils ne sont que 17,50% à affirmer que le regard de la communauté a changé à leur endroit, et 10% seulement à se sentir « mieux considérés ».

Le transfert monétaire, en plus de renforcer la capacité économique des ménages, renforce donc potentiellement une autre dimension du capital de ces ménages : le capital social¹³, et ce dès le premier transfert. Mais cela semble avéré surtout pour les hommes bénéficiaires.

« L'argent reçu a favorisé mes relations avec la communauté : avant, je n'avais pas la possibilité d'adhérer aux différents groupements du village. Mes voisins font maintenant appel à moi et m'incluent dans la prise de décision collective. »

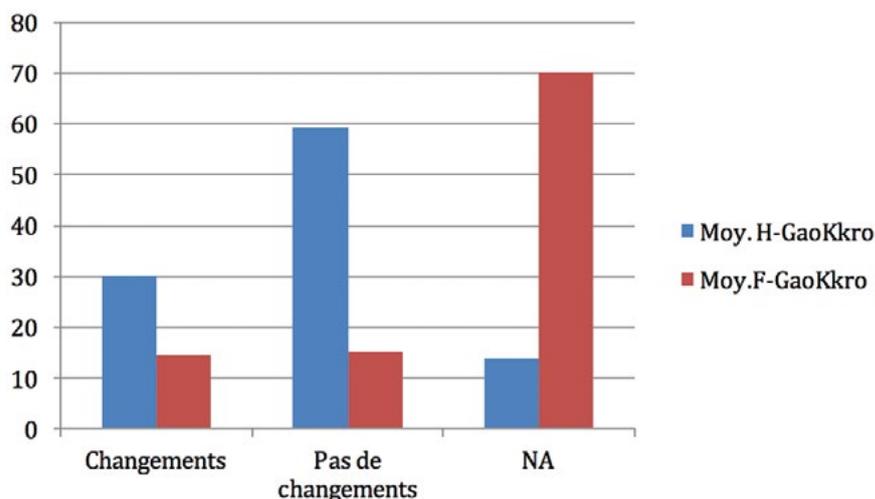
Bakary Coulibaly,
bénéficiaire à Koulikoro

¹³ FAO, Module de formation 1 « Moyens d'existence, pauvreté et institutions »



Graphique 4:
Changements
du regard de la
communauté
à l'endroit des
bénéficiaires

En effet, le changement de regard de la communauté n'est pas ressenti de la même façon par les hommes que les femmes. Ainsi, seulement 21,43% des femmes de Koulikoro déclarent que le regard de la communauté a changé à leur endroit, et elles ne sont que 8% à Gao. En moyenne sur les deux zones, le graphique ci-dessous montre que les hommes sont beaucoup plus nombreux à déclarer avoir ressenti le changement de regard de la communauté que les femmes.



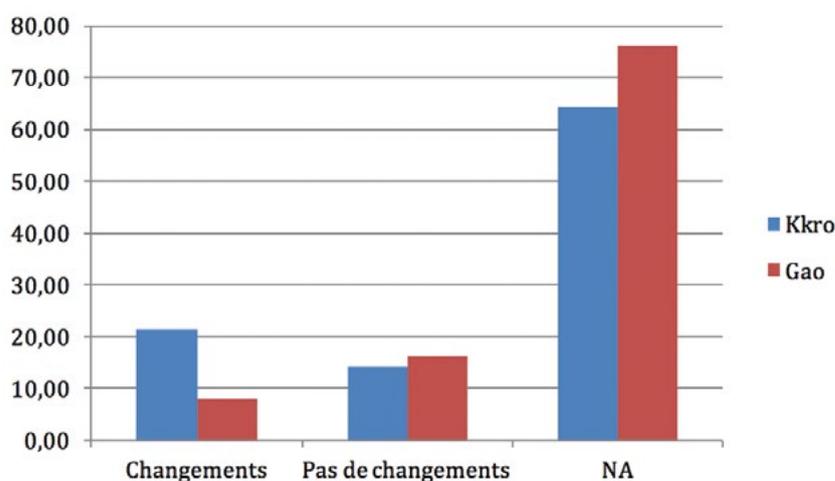
Graphique 5:
Changements
du regard de la
communauté
selon les
hommes et les
femmes

Deux explications sont possibles, compatibles entre elles mais non vérifiées :

- L'homme est d'autant « moins considéré » par la communauté qu'il ne peut plus faire face aux besoins de sa famille, alors que la société ne tient pas rigueur à la femme, dont la responsabilité traditionnelle n'est pas de pourvoir aux besoins financiers de la famille. Un regain d'autonomie financière va donc plus immédiatement impacter positivement l'homme dont le statut a été d'avantage dégradé par sa vulnérabilité.
- Du côté des femmes, la moindre progression dans la considération que leur donne la commu-

nauté peut être attribuée à la « double barrière » à laquelle sont confrontées les femmes vulnérables ; si le transfert monétaire peut contribuer à résoudre la barrière liée à la dépendance économique, il ne résout pas la question du statut de femme, de facto moins intégrée qu'un homme aux prises de décision dans la communauté.

Ces chiffres doivent cependant être pris avec précaution, car une écrasante majorité de femmes, dans les deux localités, n'ont pas compris ou souhaité répondre à cette question (35% de non réponse combinant femmes et hommes sur les deux zones).

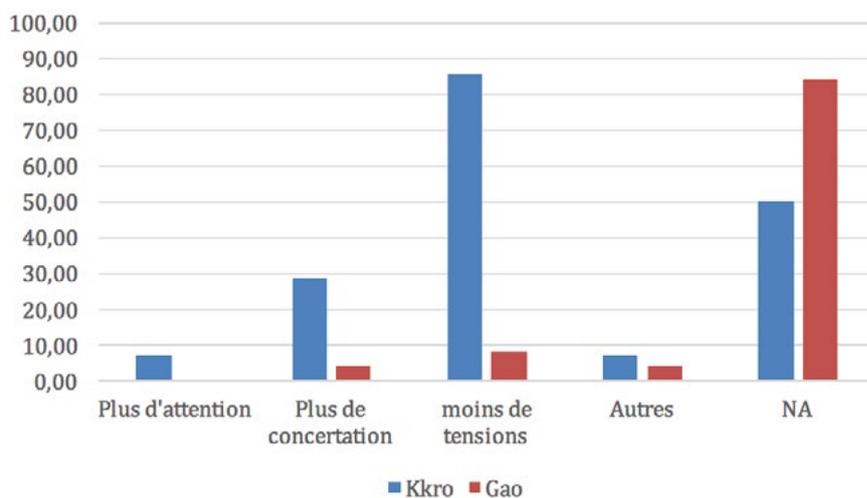


Graphique 6 :
Changements
du regard de la
communauté
selon les
femmes

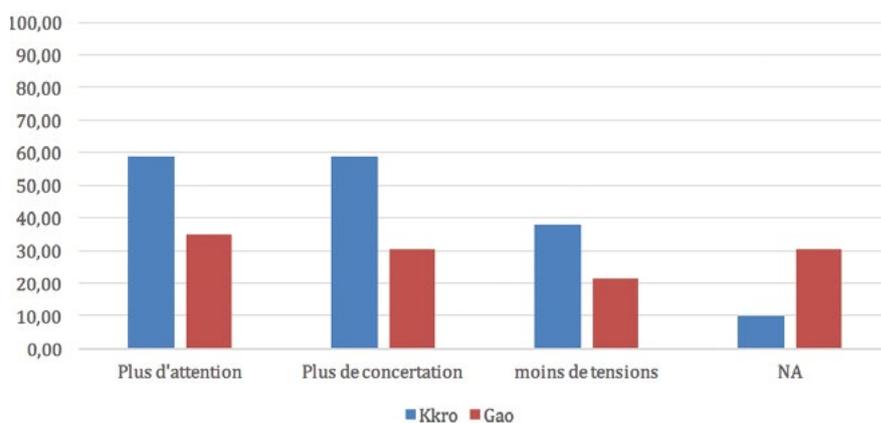
3.2. Influence de l'argent reçu sur les dynamiques de genre au niveau des familles

Concernant l'impact du transfert monétaire sur les relations de genre au sein du ménage, plusieurs types d'impact positif sont relatés par les bénéficiaires : moins de tension, plus de concertation et d'attention. Pour autant, ces impacts positifs sont beaucoup plus ressentis par les hommes que les femmes (sauf pour la baisse des tensions), et les perceptions très différentes entre les deux zones.

Une analyse intégrant d'autres critères, tels que le régime matrimonial (ménage monogamique ou polygamique) ou les moyens d'existence (source principale de nourriture du ménage) permettrait d'expliquer cette importante différence entre Koulikoro et Gao. Elle s'explique aussi par la large prépondérance de ménages dirigés par des femmes à Gao.

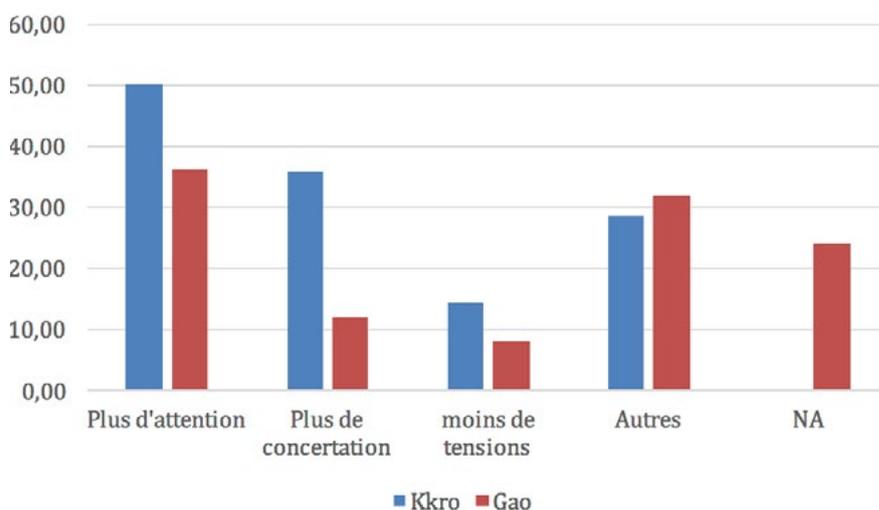


Graphique 7:
Changements dans
les relations au sein
de la famille selon les
femmes

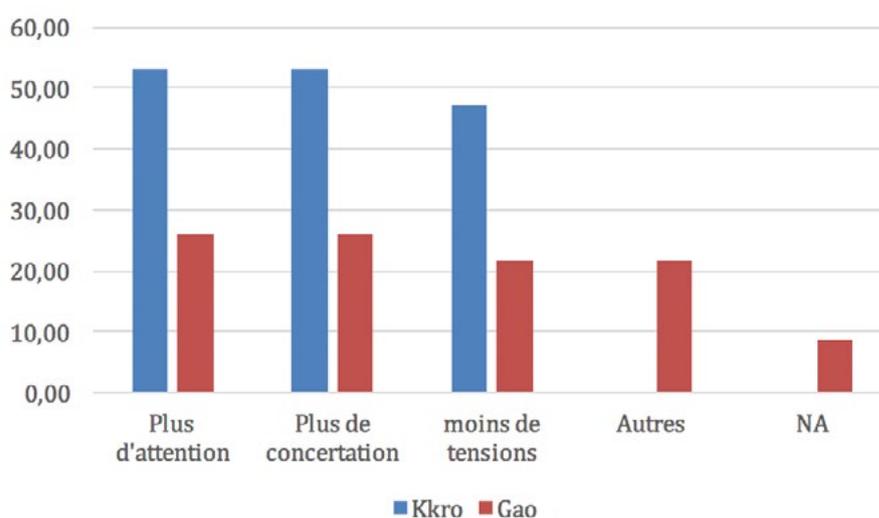


Graphique 8:
Changements dans
les relations au sein
de la famille selon les
hommes

Concernant les relations au sein du couple, les mêmes impacts positifs sont à nouveau beaucoup plus ressentis à Koulikoro qu'à Gao, pour les deux groupes. Les hommes sont là aussi plus positifs que les femmes, qui déclarent une bien plus faible baisse des tensions au niveau du couple qu'au sein de la famille. L'absence de baseline sur le niveau de tension et de concertation dans les ménages dirigés par des femmes ne permet pas d'affirmer absolument que les femmes (majoritaires à Gao) ont moins déclaré d'améliorations dans le ménage parce qu'il y avait moins de tensions en situation initiale, même si c'est une interprétation plausible au vu des témoignages recueillis.



Graphique 9:
Changements dans
les relations au sein
du couple selon les
femmes



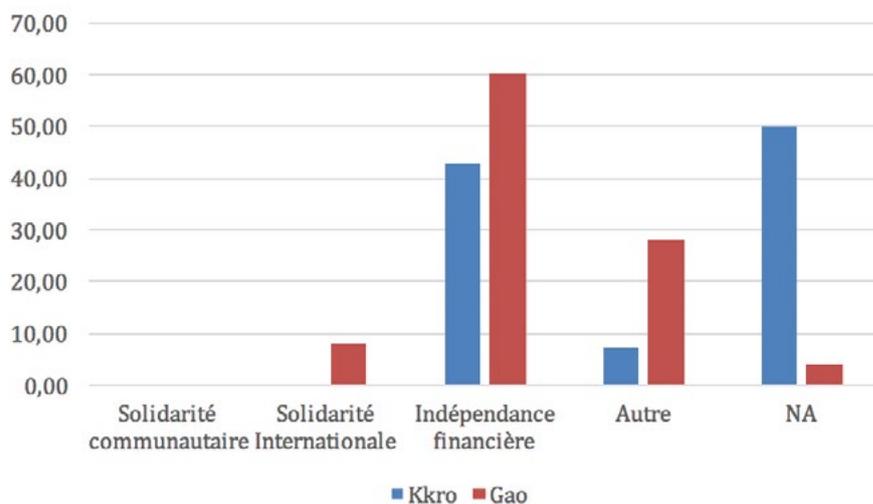
Graphique 10:
Changements dans
les relations au sein
du couple selon les
hommes

3.3. Influence de l'argent reçu sur les comportements individuels

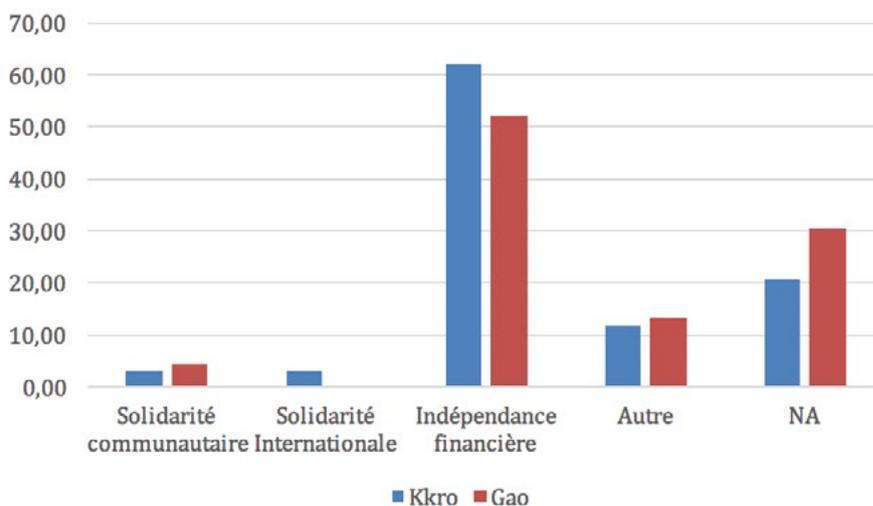
L'argent transféré aux ménages leur a permis d'acquiescer une « indépendance financière » pendant une certaine durée. Grâce à cette « indépendance financière », les bénéficiaires estiment en grande majorité avoir gagné confiance en eux. Ainsi, 85,71% des femmes à Koulikoro affirment avoir eu plus confiance en elles, alors qu'à Gao, c'est 100% des femmes. Les hommes ayant eu plus confiance en eux sont 94,12% à Koulikoro et 69,57%.

Les femmes sont 42,86% à Koulikoro et 60% à Gao à attribuer ce regain de confiance en soi à cette « indépendance financière ».

Quant aux hommes, ils sont 61,76% à Koulikoro et 52,17% à Gao à attribuer ce regain de confiance en soi à « l'indépendance financière » acquise.



Graphique 11 :
Raisons de
l'accroissement du
niveau de confiance
selon les femmes



Graphique 12 :
Raisons de
l'accroissement du
niveau de confiance
selon les hommes

Cet impact positif ne se retrouve pas sur les autres types d'assistance : seuls 2,13% des bénéficiaires déclarent que la solidarité communautaire et l'aide en nature leur a redonné confiance en eux – et il s'agit principalement d'hommes.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le projet pilote a connu des résultats probants à la fois dans le renforcement de la Croix-Rouge Malienne et dans l'impact auprès des bénéficiaires, démontrant une nouvelle fois la pertinence et l'efficacité des transferts monétaires à couvrir des besoins variés et lier la réponse aux besoins immédiats et le relèvement. Les bénéficiaires ont en moyenne plus investi dans les moyens de subsistance que dans le cadre de leurs dépenses habituelles, ce qui démontre qu'avec un seul transfert, selon le calendrier de distribution et le montant, il est possible d'avoir un impact de moyen terme. Il en est de même pour l'impact positif des TM sur le capital social des bénéficiaires hommes (et à travers eux, de leur ménage); les TM n'agissent pas seulement sur le pouvoir d'achat mais à travers lui, sur l'inclusion des hommes au sein de leur communauté, et sur la confiance en soi de tous les bénéficiaires (hommes et femmes), et ce dès le premier transfert. La durabilité de cet effet dans le temps n'a cependant pas pu être démontré dans le cadre de cette étude.

Dans les décisions prises comme dans les processus de prise de décision, le genre apparaît clairement comme un facteur d'influence certes, mais parmi d'autres : la zone d'intervention, les besoins spécifiques au ménage, le calendrier d'interventions ont influencé au moins autant que le genre les décisions des bénéficiaires.

Les transferts monétaires, s'ils permettent de renforcer l'indépendance financière des bénéficiaires et ainsi de lever de potentielles barrières à l'inclusion des femmes ou leur prise de décision, ne sont pas apparus dans le cadre de ce projet comme un outil d'émancipation en soi : les femmes cheffes de ménage, si elles ont été plus en mesure de prendre les décisions seules, n'ont pas gagné un accès aux décisions de la communauté que d'autres bar-

rières de type culturel freinent. Le transfert semble par ailleurs renforcer le récipiendaire dans sa légitimité à décider seul, qu'il soit homme ou femme. Au sein des ménages, les transferts monétaires, dès le premier transfert, réduisent considérablement les tensions et notamment du point de vue de la femme. C'est moins évident au sein du couple, où ils semblent pourtant renforcer la concertation – mais pas forcément la prise de décision conjointe.

Bien sûr, ce projet pilote, où un seul transfert d'un montant relativement faible a été effectué, n'avait pas pour but et n'a pas pour résultat d'influencer durablement les dynamiques de genre qui relèvent de relations sociales et culturelles.

A partir de cette expérience, 3 principaux enseignements peuvent être tirés pour les acteurs de transferts monétaires :

- Même si les dynamiques de genre ne sont pas prises en compte dans la conception du programme, l'intervention humanitaire en transferts monétaires a un impact sur les dynamiques de genre, et ce dès le premier transfert ;
- Il est donc important de mieux comprendre la dimension du genre au niveau des communautés (et non seulement des ménages) ciblées et de l'intégrer dans la conception des programmes afin d'éviter les impacts négatifs et potentiellement maximiser l'impact positif sur les dynamiques de genre ;
- La dimension de genre est complexe et ne doit pas être réduite à des stéréotypes. Seule une analyse contextuelle permet d'anticiper des tendances. Dans tous les cas, le genre est aussi une dimension parmi d'autres, et bien d'autres facteurs influencent les décisions et comportements des bénéficiaires et l'impact de l'intervention.

BIBLIOGRAPHIE

ACF, Analyse Genre – Région de Gao, 2017

Care, Mali : Gender Brief, 2017

FAO, « [L'impact des transferts monétaires sur la promotion économique et la capacité décisionnelle des femmes rurales](#) », 2015

Ground Truth Solutions, [Cash Barometer in Nigeria](#), 2020

Oxfam, Concern Worldwide, « http://www.cashlearning.org/downloads/resources/documents/Lo_rez_CT&GD_French.pdf », 2011